

## 21èmes Controverses Européennes de Marciac Mardi 28 et mercredi 29 juillet 2015 A Marciac (Gers)

### EN DISPUTE

---

#### Le modèle paysan survivra-t-il à l'agribusiness ?

Certes, l'intitulé de cette dispute prêtait à critique par sa binarité. Mais c'était bien à dessein qu'il reprenait les termes d'un débat récurrent, tel qu'il s'exprime souvent dans les médias ou certains milieux professionnels ou associatifs. Charge était aux intervenants et à l'animateur de l'instruire quitte à en proposer une autre formulation, **de dépasser les visions manichéennes et de mieux comprendre ce qui se joue ici et ailleurs.**

**Animée par Jean-Louis RASTOIN**, directeur de la chaire UNESCO en Alimentations du monde de Montpellier SupAgro, cette séquence **confrontait les points de vue de deux disputants**, Patrick FERRERE, DG du think tank SAF agr'iDées et Tanguy MARTIN, membre d'Ingénieurs sans Frontière. Avec les réactions de Omar BESSAOUD, chercheur IAMM.

#### *La régulation versus l'hybridation*

**Jean-Louis Rastoin :** On entend dire d'un côté que l'agrobusiness, entendu comme un modèle d'organisation de filières agro-industrielles de l'amont à l'aval, va nourrir le Monde et faire la prospérité de l'Afrique ainsi que des pays en développement. Selon d'autres avis, ce modèle en expansion rapide fait pression sur les ressources naturelles et l'emploi, au détriment de l'agriculture paysanne. Or, partout dans le Monde, l'agriculture familiale et les TPE/PME agroalimentaires et commerciales continuent de peser lourd dans la production alimentaire et l'activité économique des territoires ruraux. Qu'en est-il vraiment, où se situent les enjeux, quels sont les leviers d'action, c'est ce que nous

allons voir avec nos deux « disputants ».

**Mais en premier lieu, essayons de préciser les concepts : agriculture paysanne, agriculture familiale, agrobusiness, quel entendement en avez-vous ? Les définitions sont-elles évidentes et partagées ?**

**Patrick Ferrere :** L'agro ou l'agribusiness, peu importe le préfixe, est une conception économique regroupant l'ensemble des transactions autour de l'agriculture. Du coup, pour moi, cela ne veut pas dire grand-chose. Quant au modèle paysan, des sociologues tels que Bertrand Hervieu ou François Purseigle en ont proposé des définitions et il est vrai qu'historiquement, ce modèle, qui couvrait toute la diversité des cultures, répondait à une économie domestique. Aujourd'hui, plutôt que de

parler de modèle paysan, ne faudrait-il pas plutôt parler d'une agriculture basée sur des exploitations familiales et se demander si celles-ci peuvent survivre, non pas à l'agrobusiness, mais à l'économie de marché ? Car si on laisse faire cette dernière sur le foncier, les intrants ou encore sur la négociation de la production et la vente, on peut effectivement avoir des craintes pour l'avenir de l'agriculture familiale.

**Tanguy Martin :** Pour moi, cette opposition s'opère entre d'un côté, une agriculture dont le premier capital est l'humain, le travail, de l'autre une agriculture dont le principal capital est financier. Les deux ont des finalités différentes. L'agriculture paysanne a pour but de nourrir le paysan et le pays. L'agribusiness aurait pour but de rémunérer les investisseurs ayant placé du capital financier dans l'activité agricole. Evidemment, les externalités de ces deux types d'organisation diffèrent également: l'agribusiness cherche un taux de rentabilité et tend à la destruction des ressources matérielles, physiques, biologiques, mais aussi sociales – voir *La fin des paysans* de Henri Mendras. L'agriculture paysanne, elle, a des effets plus doux pour l'environnement, connaît des capacités d'adaptation et laisse ouverte la possibilité de gouvernances démocratiques, là où l'agribusiness ne s'encombre pas de ce genre d'approche. Aujourd'hui, ces deux modèles qui coexistent peinent à nourrir le Monde, puisqu'il y a toujours entre 800 millions et 1,2 milliards de gens qui souffrent de la faim sur la planète et dont la majorité sont des paysans. J'ajoute que l'agriculture familiale peut se situer des deux côtés : dans le modèle paysan, certes, mais aussi dans le modèle de l'agribusiness. En France, où elle est fortement représentée, on y distingue d'un côté, des agriculteurs proches de la condition d'ouvriers précarisés, de l'autre des petits patrons, très mécanisés, fortement endettés, pris dans des phénomènes de concentration et de productivité qui se rapprochent de l'agribusiness et ils ont perdu leur autonomie: leur comptabilité est effectuée

par le centre de gestion, l'agronomie par la coopérative ou la chambre d'agriculture etc. Leur capacité de choix et de décision sur l'exploitation est ainsi progressivement diminuée, ce qui entraîne une fragilisation et une précarisation de ces agriculteurs. Ceux-ci restent certes dans la catégorie « familiale », mais ils sont sur des cycles d'investissement tellement longs qu'ils ne peuvent plus rembourser à l'échelle de la carrière agricole et continuent la fuite en avant en mutant vers une agriculture de firme.

### *La définition même d'un désaccord*

**Si vous vous rejoignez sur le poids du marché, vos analyses diffèrent donc sur la définition même des deux modèles. Continuons par un bref état des lieux en France : où en est-on aujourd'hui, entre coexistence et affrontement de ces deux modèles ? Et quels sont les leviers d'action à mettre en avant pour que les générations à venir mangent de façon durable, responsable et équilibrée ?**

**P. Ferrère :** Je voudrais d'abord redire que l'agrobusiness est un concept économique qui signifie quelque chose, ce n'est pas la peine de changer son sens. Et je pense que le vrai problème que nous rencontrons, c'est la manière dont la production agricole au travers de la famille peut se confronter au monde, tel qu'il fonctionne actuellement. Or, je suis désolé, mais c'est l'économie de marché qui domine aujourd'hui la réalité des réactions des acteurs économiques, qu'on le veuille ou non.

Ensuite, l'agriculture paysanne, comme la définissait Mendras, c'est celle qui est dans l'économie domestique : produire pour la proximité. Or, dans nos sociétés, cela n'existe plus. J'achète un foie gras ici, je repars en voiture ou en avion et dans quelques heures, il est de l'autre côté du pays. Ce n'était pas le cas il y a un siècle. Les choses ont changé, la demande, l'information des consommateurs, la vitesse de circulation des produits... Si on n'y prend pas garde, l'économie de marché va tout dominer et risque

effectivement de mettre en péril la production agricole sur la planète.

Moi, je veux bien qu'on produise pour le local. Mais, vous savez très bien que dans ce monde, les terres arables sont très diversement distribuées. La Chine et l'Inde regroupent 37% de la population mondiale, et disposent de seulement 19% des terres arables. On peut certes ne rien leur vendre en disant « qu'ils se débrouillent ». Sauf que, pour ce faire, ces pays vont devoir terriblement intensifier, sachant que certains d'entre eux, en plus, manquent d'eau.

Sachant que la planète comptera 9 milliards de gens d'ici quelques années, ne pourrait-on pas se mettre d'accord pour essayer de les nourrir de la moins mal façon possible ? Dans cette économie de marché, si nous voulons sauvegarder le modèle familial, il faut avoir une réflexion sur la régulation au niveau international, pour éviter que plus les riches s'accaparent celles des autres. Quand les Chinois rachètent des terres à Madagascar, ce n'est pas pour le bonheur des malgaches... Même chose sur le marché des intrants ou sur le marché des ventes de la production.

### *L'agribusiness pur n'existe pas*

**Tanguy Martin** : Il y a des points sur lesquels nous ne sommes pas d'accord. Pour moi, l'agriculture paysanne n'est pas seulement destinée au marché domestique, et ce peut être une agriculture d'innovation. Ce n'est donc sans doute pas la définition qu'en donnait Mendras en 1967.

Pour vous répondre sur la coexistence, il y a peut-être des endroits dans le monde où des agricultures paysannes pures existent, en l'absence de marché et d'agribusiness. En revanche, à ma connaissance, il y a très peu d'endroits sur terre où l'agribusiness est seul, sans paysans autour. Car ces modèles échangent entre eux des terres, de la main d'œuvre, des intrants, des savoir-faire et ce, dans les deux sens. La coexistence est donc de fait.

D'ailleurs, cette dynamique de cohabitation et d'opposition entre une agriculture d'investissement et une

agriculture de travail est ancienne. En Equateur, par exemple, elle remonte aux invasions Incas. On en trouve également des traces en France, telle cette intervention antilibérale de Robespierre, à la convention, qui concernait sur la vente des grains en 1792.

Pour mieux comprendre cette cohabitation de fait, prenons l'exemple de l'Equateur, autour de Quito, où se développe massivement la floriculture d'exportation au début de notre siècle. Les paysans locaux deviennent au fur et à mesure des salariés agricoles mais restent double actifs, gardant les terres de plus mauvaise qualité pour se nourrir. Cela permet de fournir une main d'œuvre peu chère à l'agribusiness, rendant cette activité rentable, ce qui ne serait pas le cas si les paysans étaient exclusivement salariés. Même chose en Indonésie, à Sumatra, avec le développement de l'huile de palme : avant les années 1980, les ouvriers des plantations étaient entièrement pris en charge par les compagnies, retraites et logements compris, ce qui était assorti d'une interdiction de mener d'autres activités productives ou commerciales. Avec la libéralisation des économies et des politiques, ce système a été démantelé et les ouvriers, pour s'assurer une retraite décente et un logement, sont progressivement devenus double actifs et ont cherché à accéder à la propriété foncière. Ils sont ainsi devenus les premiers colons du front pionnier, lequel a ensuite racheté par la plantation.

### **Vous pointez donc des phénomènes d'hybridation qui sont à l'œuvre. Mais pensez-vous que ce système va perdurer ?**

**T.Martin** : L'agrobusiness, en les utilisant, détruit les paysans, c'est à dire les gens qui aujourd'hui nourrissent la grande majorité de l'humanité. Que se passerait-il dans un scénario catastrophe où l'agrobusiness aurait détruit tous les paysans ? Pour éviter cela, il faut donc mettre en place des régulations politiques locales, mais avec quels moyens ? Les collectivités locales et les agriculteurs ne peuvent pas emprunter beaucoup aux banques, car ils sont déjà dans le rouge. Il

faut aussi une régulation internationale et de ce point de vue, au sein d'Ingénieurs sans frontière, nous sommes très impliqués dans le commerce équitable qui offre des voies d'expérimentation pour mettre en œuvre plusieurs types de régulation. En tout cas, il est clair que les accords de partenariats économiques tels que le TIPP ou les mouvements multilatéraux prônés par l'OMC n'agiront pas en ce sens.

### *La locomotive et la brouette*

**Omar, quelles sont vos réactions à ce qui vient d'être dit par nos deux discutants ?**

**Omar Bessaoud :** Mes travaux portent sur le monde méditerranéen et c'est de ce point de vue que je parlerai. Ce que j'observe, c'est un bouleversement profond, un grand chambardement qui affectent tout le Maghreb et le monde arabe. Nous avons cherché à en connaître les origines. Evidemment, il y a un problème lié à la modernité, au progrès et l'agriculture n'y échappe pas : il y a des innovations, de nouveaux paradigmes techniques et, du coup, certaines formes d'agriculture ne sont plus ajustées, avec des paysans qui, se retrouvant disqualifiés, cèdent la place à des systèmes qui deviennent hégémoniques. Cette évolution répond bien sûr à des demandes nouvelles, à des besoins économiques et sociétaux et, de fait, le progrès fait ainsi son petit bonhomme de chemin.

Quand Gilles Allaire parlait de Marx ce matin, une image m'est venue en tête, celle de la locomotive et de la brouette, à propos de la colonisation en Inde et du progrès introduit par les Anglais, détruisant les systèmes traditionnels, manufacturiers, au profit de l'industrie anglaise. Il y a de cela aujourd'hui dans le monde méditerranéen et ailleurs. Dans un certain nombre de pays, dont la France, oui, la disparition de la paysannerie a marqué la fin d'une histoire et l'émergence de nouvelles formes d'agriculture pour répondre à une demande croissante. Sauf qu'en Europe, les pouvoirs publics ont su gérer cette mutation, avec des politiques de prix, des transitions qui ont été

assurées. La modernisation et la concentration se sont ainsi opérées, certes sur un fond d'exode rural massif mais dans un contexte de croissance économique, de faiblesse du chômage et avec une redistribution des gains de productivité.

Vous avez évoqué la Chine et l'Inde. Mais ces pays ont bénéficié malgré tout d'alternatives permettant l'intensification, via la révolution verte par exemple, même si celle-ci a aussi causé tous les dégâts que l'on connaît. Ce n'est pas le cas dans les pays du Sud. D'où la question qui se pose aujourd'hui – et j'aimerais bien qu'on y travaille sur le fond – dans le monde arabe, avec un exode rural massif sur fond de chômage. Le modèle entrepreneurial qui, là-bas, fonctionne sur la base de l'intensification et sur des logiques d'exportation, assigne à résidence la masse des petits agriculteurs, faute d'emplois dans les villes et de diversification dans les campagnes. Ce chambardement économique, social, culturel, mental, explique en partie la montée des extrémismes. Et les quelques politiques qui sont mobilisées aujourd'hui dans ces pays déséquilibrent encore davantage le système, en donnant la primauté aux entreprises agricoles, une minorité, face à la grande majorité de petits paysans.

---

---

EN DEBAT

« **En reconstruisant l'homme, j'ai reconstruit le Monde** »

*C'est l'humanité qu'on veut élever en batterie*

**François Colson** : A travers les deux disputes qui se sont succédées, nous voyons bien que sommes confrontés à une phase de basculement. Basculement sur la vision duale de notre société occidentale, où l'homme est une individualité dominant une nature dont il a besoin pour vivre. Deux attitudes se confrontent : d'un côté, il faut protéger cette dernière des risques de destruction par l'activité humaine. D'un autre, la nature source de richesses peut être exploitée sans limite, parce qu'elle se renouvellera ou que les solutions techniques pallieront son épuisement.

Aujourd'hui, nous touchons à un moment d'urgence. La maison brûle, comme l'ont signalé les Sommets de la Terre et les débats préparatoires à la Cop 21 et, de mon point de vue, la principale question qui nous est posée est la suivante : est-on capable, dans nos têtes, de révolutionner notre conception du monde ? Non, l'homme n'est pas extérieur à la nature, il est un élément de l'écosystème, dont la responsabilité est de gérer au mieux ce dernier. Car d'une manière ou d'une autre, l'écosystème continuera à fonctionner, soyons-en sûr, avec ou sans l'homme...

Comment passe-t-on de la simple coexistence entre l'homme et la nature, à une véritable cohabitation ? Pour cela, nous disposons de trois types d'outils qui ont été évoqués : le marché, plus ou moins efficace et qui ne fonctionne que pour les biens marchands ; la réglementation, avec les normes, la fiscalité et autres instruments ; et puis il y a la réflexivité, le rapport de confiance par

rapport à la gestion d'un bien commun. Pour chacun de ces trois outils, il convient de se demander à quelle échelle ils sont pertinents. Ainsi, le marché est efficace à l'échelle mondiale sur certains produits, mais faut-il tout mondialiser ?

En clair, à quelle échelle et avec quels outils peut-on gérer les tensions et les conflits entre la carpe et le lapin ?

Je terminerai par une réflexion. Il est clair que le local est un élément essentiel, toujours à réinventer, mais certains exemples très concrets m'ont un peu interrogé. Je travaille notamment avec des parcs régionaux, et pour deux d'entre eux, j'ai vu des syndicats agricoles monter à l'assaut et manifester contre les dirigeants de ces parcs, en arguant que prôner une agriculture plus respectueuse, c'est mettre en cause son efficacité. Comment faire travailler ensemble des gens qui ont des points de vue si différents et comment accepter de franchir toutes les étapes évoquées par Patrick Denoux ([lire son intervention](#)) Je suis toujours surpris par l'incapacité du secteur agricole à se mettre autour d'une table pour dire : voilà nos différences mais voilà aussi les points sur lesquels on peut avancer ensemble.

**Tanguy Martin** : François Colson est tellement clair dans son propos que je n'ai rien à ajouter. Concernant les modèles, je crois que l'agriculture paysanne a les moyens de répondre à cette révolution mentale des relations entre l'homme et la nature. Des études de l'ONU menées sous l'égide de Olivier de Schutter (Ndlr : ancien rapporteur pour le droit à l'alimentation) montrent qu'il y a des innovations paysannes très faibles en investissement qui permettent d'augmenter les rendements de manière phénoménale, jusqu'à 100% voire plus, sans mécanisation à outrance, là où l'agriculture de firme travaille sur l'extractivisme, c'est-à-dire, à grands traits, la destruction des ressources naturelles sans espoir de renouvellement, telles les cultures très intensives de soja.

**JY Pineau** : F. Colson pointe une question fondamentale qui relève de la culture, au sens premier du terme. Cela m'évoque une expo très intéressante organisée il y a

une dizaine d'années, « Terre natale, ailleurs commence ici », avec le photographe Depardon et le philosophe Paul Virilio, sur la disparition de peuples et de cultures qui se mettaient au monde de manière très différente par rapport aux Occidentaux, avec des valeurs et des règles qui leur donnent une place dans un écosystème donné. C'est le cas des Amérindiens, par exemple. Cette biodiversité des cultures a quasiment disparu. Or c'est à partir d'elles que nous fabriquons notre relation au monde : nos cadres, nos politiques, nos outils. Or nous voyons bien, à travers nos débats, que nous nous cantonnons à des considérations très techniques : la distribution, l'organisation des marchés, la communication... Je pense que ce ne sont pas seulement les animaux qui, aujourd'hui, sont élevés en batterie... Le but, c'est d'élever l'humanité en batterie.

### *Péchés capitaux*

**Anne-Marie Martin, chercheuse Cnrs :** Je voulais que nous revenions sur les sites industriels agricoles listés et cartographiés par la confédération paysanne, particulièrement présents dans la partie ouest de la France, dont le centre d'engraissement de taurillons de St Martial-le-vieux, dans la Creuse. Ces sites obéissent-ils à un modèle industriel avec des capitaux étrangers aux exploitations, une main-d'œuvre salariée et une contractualisation avec les industriels et la grande distribution ? Ou sont-ce des regroupements d'agriculteurs qui fédèrent leurs exploitations, avec les mêmes pratiques agricoles qu'avant ? Bref, y a-t-il rupture ou pas du modèle ?

**J-L. Rastoin :** Nous savons que pour la ferme dite des 1000 vaches, il y a injection de capitaux extérieurs à l'agriculture, mais sur les autres projets, quelqu'un a-t-il des informations ?

**T. Martin :** Je ne connais pas l'origine des capitaux investis dans ces unités. Généralement, on ne peut pas les connaître, c'est le principe. Vous vous demandez s'il s'agit d'un modèle de coopération et d'intégration plus poussée

ou au contraire de financiarisation ? Je ne pense pas que l'origine des capitaux, étrangers au secteur ou au pays, permette de répondre à cette question. Il n'est pas plus légitime que les capitaux soient français. Selon moi, cela pose plutôt la question suivante : qui décide ? Car selon le profil du décideur, l'objectif sera l'autonomie et les pratiques économes, ou, au contraire, la maximisation du profit.

### *La contractualisation n'est pas le problème*

**P. Ferrère :** Pour moi, le problème n'est pas là. Aujourd'hui en France, il y a 450 à 480 000 exploitations, dont 300 à 320 000 dites professionnelles. Face à elles, 10 000 entreprises agroalimentaires et... 5 centrales d'achat ! Si on laisse faire l'économie de marché, tous ces producteurs seront demain des salariés travaillant à façon et ne seront peut-être même plus propriétaires de leur foncier.

**Didier Dupin, agriculteur :** Mais entre les modes de production et le marché, il y a des acteurs tels que les entreprises de transformation. Avec quels outils les pouvoirs publics peuvent-ils réguler pour peser réellement sur ces acteurs intermédiaires ?

**P. Ferrère :** J'ai travaillé sur les lois d'orientation agricole du Sénégal et du Mali. Celles-ci comportent des dispositions en matière d'organisation des producteurs... Car le problème du marché agricole alimentaire, c'est qu'aujourd'hui, le transport ne coûte quasiment rien, favorisant la circulation des denrées. Prenez les melons de la marque Philibon, que vous trouvez sur nos étals l'hiver : ils viennent par avion des Antilles et sont vendus à peine plus cher que les melons de saison. Nous sommes donc bien obligés de tenir compte de la concurrence. Autre exemple : aujourd'hui, le marché de la viande n'est pas suffisamment segmenté pour différencier, y compris par le prix, une vache aubrac ou salers élevée à l'herbe et des vaches confinées dans des espaces clos. Mais est-ce que les producteurs « traditionnels » de la Somme ont protesté face à la ferme des 1000

vaches? Non, ils n'ont pas bougé. Pour moi, il faut tout faire pour que le producteur agricole reste un acteur, qu'il contractualise ou pas. Un acteur dans la décision, dans le devenir et dans la valorisation de ce qu'il produit. La coopération agricole est une voie, à la condition de garder une forte proximité avec le producteur et de rester dans ses missions d'économie sociale.

( Ndlr : P.Ferrère s'en excuse, mais doit alors partir avant la fin du débat pour ne pas rater son avion)

**André Graglia**, *association de producteurs fruits et légumes* : La coexistence me semble possible dans notre filière si elle est soutenue et poussée, notamment institutionnellement et politiquement. Aujourd'hui, nous ne sommes pas loin du divorce entre les producteurs et les consommateurs. Ainsi, est-il normal qu'il y a quelques années de cela, un directeur général du ministère de l'Environnement demande à tous ses cadres d'assister impérativement à la projection du film de Jean-Paul Jaud, « Nos enfants nous accuseront », sans qu'il y ait d'antithèse apportée ni de débat contradictoire comme il y en a ici. Est-il normal que nos producteurs aient l'impression qu'avant l'an 1 du « Produire autrement », ils faisaient de la merde ? Est-il normal de se sentir pointés par son ministre, par ses services, par le citoyen et par les médias ? Si on ne soutient pas la coexistence, on arrivera à des drames, comme cela s'est passé dans le Limousin, où des fadas se sont levés la nuit, ont arraché des vergers de pommes résistantes à la tavelure ce qui favorise justement la baisse des intrants. Je demande aux pouvoirs publics d'arrêter de nous stigmatiser et de mettre en avant systématiquement ce qui représente 5% de l'économie de la filière.

### *Changement de prisme*

**Loïc Prudhomme**, *technicien Inra et syndicaliste* : Depuis, hier, je bous un peu car certains, dont Patrick Ferrère, nous posent comme horizon indépassable l'économie de marché. Commençons d'abord par sortir de ce postulat. Nous

avons besoin d'un changement de paradigme. Et je remercie à ce titre Jean-Yves Pinault qui a critiqué le prisme de la marchandisation ainsi que Tanguy Martin qui montre que d'autres horizons sont possibles. Quel modèle de société voulons-nous pour demain ? Cela pose la question de l'autonomie et de la sécurité alimentaire et ce n'est pas l'économie de marché qui y répondra. De même, cela pose la question du rôle de la recherche publique dans cette analyse et dans le nécessaire changement de prisme. Question que nous nous posons en interne à l'Inra.

**JL Rastoin** : Ce n'est pas tout à fait ce qu'a dit P. Ferrère qui a justement insisté sur la nécessité de réguler.

**Eliane Crepel**, *infirmière, Groupe local de réflexion* : Hippocrate disait « En premier, ne pas nuire ». C'est ce qu'on devrait faire en agriculture. Ensuite, un proverbe indique qu'on reconnaît un arbre à ses fruits. Quels sont les fruits de l'agrobusiness ? La faim, la destruction sociale, l'esclavagisme ? Je m'interroge : l'industrie est-elle condamnée, intrinsèquement, à suivre ce chemin ?

### *La vocation de la France à nourrir le monde est une fiction !*

**Tomas Garcia Azcarate**, *Commission Européenne* : Patrick Ferrère nous a signalé, avec des chiffres, la responsabilité des régions dotées de capacités productives disponibles pour alimenter d'autres régions du monde moins favorisées. A l'heure où la France, troisième puissance exportatrice agricole mondiale est obsédée par « l'achetons français », j'y vois un paradoxe et une difficulté.

**Eve Fouilleux**, *chercheuse au Cnrs et au Cirad* : je voulais rebondir sur un des propos de P. Ferrère, qui nous enjoignait à nourrir la Chine et l'Inde. Cela renvoie à un propos de Gilles Allaire, sur ces fictions qui fondent un certain nombre de positionnement dans le monde agricole ainsi que la politique agricole. Parmi ces fictions, figure justement celle de la

vocation exportatrice de la France, mise en avant dans son pavillon à l'exposition universelle « feeding the world » (Milan). Sauf que le monde que nos exportations nourrissent, c'est d'abord le marché de l'UE pour nos céréales et, ensuite, des produits à haute valeur ajoutée destinés aux pays industrialisés ou aux plus riches des pays en développement...

Deuxième point factuel à rappeler : nous produisons déjà trop. Depuis 1982, la production alimentaire disponible au niveau mondial dépasse le seuil des 2 500 kilo/calories par jour et par personne, qui est la norme OMS.

**Agnès Gosselin**, *ancienne conseillère agricole* : pour rebondir sur les propos d'Eve Fouilleux, je rappelle que si on ajoute l'énergie consommée tout au long de la chaîne de production, ce n'est pas nous qui nourrissons le monde, c'est le monde qui nous nourrit...

Deuxième point : je veux bien entendre parler de segmentation, de différenciation des marchés, mais le modèle ambiant est quand même celui de l'uniformisation...

**Jean Tkatzuck**, *médecin et conseiller régional Midi-Pyrénées* : on ne peut pas se plaindre des exportations françaises, c'est plutôt utile pour notre balance des paiements. Mais effectivement, on doit s'interroger sur les marchés destinataires. Ce que je sais en tant qu'immunologiste, c'est que le déficit immunitaire le plus fréquent dans le monde, c'est le *kwashiorkor*, une maladie liée au manque de protéines et à la faim. Mais comment exporter vers les populations qui ont le plus besoin de nos productions nourricières ? Prenons Danone. En 2009, le groupe est condamné pour avoir commercialisé un yaourt, Essensis, qui avait pour promesse des vertus... cosmétiques. Ce qui n'apparaît vraiment prioritaire ! Et là, effectivement, la formation et l'information des consommateurs sont fondamentaux. On commence à peine à avoir des données scientifiques sur la flore intestinale – le microbiote – que déjà des entreprises se lancent pour prendre par anticipation des parts de marché sur ce créneau. C'est comme ça que se construit le marché. Il y

a d'un côté les besoins réels, et de l'autre, un marché qui vit par lui-même.

Enfin, sur la coexistence, il y a une différence entre les « sachants » tels les grands groupes, voire les grandes coopératives, et puis les paysans, les gens du terrain. A travers des choses comme le PSDR, il s'agit d'aller vers ces gens là et de leur donner des informations liées aux recherches scientifiques.

### *Le vrai sens du business*

**Sara**, *Hollandaise, citoyenne du Monde* : En Hollande, comme chez vous, il y a des luttes pour préserver certains modèles, sauf que nous les avons déjà perdues. Vous avez encore une chance, saisissez-là, de mieux vous défendre que nous ne l'avons fait.

J'ai travaillé dans le *trading*, donc les marchés à terme, ce qui est très lié à tous vos débats, notamment ceux qui abordent le *business*. Ce mot vient du vieil anglais et avait à l'origine une connotation de soin, au sens de prendre soin. Cette signification a été perdue et tout est devenu très violent. Cela ne se limite pas au monde agricole. C'est un problème général. Mais il y a un autre concept anglosaxon qui peut constituer une réponse : l'*accountability*. C'est plus fort que la notion de responsabilité, c'est une obligation de rendre compte, avec l'idée de sanction possible. Quand un semencier place ses profits dans des paradis fiscaux, il faut sévir car c'est un procédé maffieux.

**Jean-Luc Boursier**, *agriculteur en Vendée* : Je voudrais réinterroger le titre de ces controverses, « la coexistence est-elle vraiment possible ? », à partir d'un autre postulat. Je découvre que le mot *business* voulait dire auparavant prendre soin, mais aujourd'hui cela veut plutôt dire « guerre économique ». Et donc comment articuler ce concept de guerre, qui est pour moi la négation de la coexistence, avec le sujet de ces controverses ?

### *Où l'on revient à l'agriculture paysanne*

**Omar Bessaoud** : De mon point de vue extra-européen, c'est vrai que l'agriculture

paysanne et familiale a des vertus - des études ont montré son rôle en termes de sécurité alimentaire et de préservation de l'environnement-, mais il y a quand même des changements à opérer et qui s'opèrent, qu'on le veuille ou non. Car cette agriculture est très pauvre, les paysans sont très peu dotés en moyens. Nous avons envie, nous aussi, que le progrès diffuse dans nos pays. Ce n'est pas seulement une question agricole, c'est une question globale. L'économie, la société, le regard doivent changer sur la paysannerie et sur le développement. Car quand la paysannerie est détruite, ce sont des systèmes culturels qui s'éteignent, des pertes identitaires, des pertes de sens qui font problème. François Colson a raison, nous devons quitter la vision duale Homme/Nature.

**Raul Compes**, *Université polytechnique de Valence (Espagne)* : Je voudrais partager avec vous quelques idées ou questions. L'agriculture paysanne ne pourra survivre, au moins dans les pays occidentaux, que si nous respectons certaines conditions.

La première : produire d'une manière différente. Celle-là est généralement remplie. La deuxième : faire un produit différent. A priori, c'est également le cas. Troisième condition : le produit de l'agriculture paysanne ou familiale doit être connu du consommateur, différencié et garanti. Dans cet esprit, ne pourrait-on pas initier un label, une sorte de certification, « origine familiale » ? Et la quatrième condition : les pouvoirs publics doivent mettre à la disposition de cette agriculture des circuits différents, comme les circuits courts.

Tout cela m'amène à une autre remarque : à mon avis, il faut aussi éduquer les citoyens dès le plus jeune âge sur l'importance et les conséquences de chaque acte de consommation. Mais je m'interroge : pensez-vous que c'est possible sans tomber dans le nationalisme ?

#### *Le silo, la cave et la marque*

**Gilles Allaire**, *Inra* : c'est dommage que P. Ferrère soit parti car il avait l'air de

découvrir que l'agriculture est confrontée au marché. Cela fait quand même plusieurs siècles que c'est le cas en certains endroits du monde. Cela pose une question : qu'est-ce qui a changé dans le marché ? J'ai fait une intervention pour le 100<sup>ème</sup> anniversaire de la coopérative de Lombez, et ce qui m'est apparu, c'est que la coopérative sert à accumuler en commun, comme l'indiquaient les silos de Lombez ou comme le faisaient les caves coopératives de village, au milieu du bourg. Les gens étaient fiers de leur investissement, lequel se voyait concrètement. A présent, dans quoi investit-on ? Dans des marques. Les coopératives créent des filiales pour ce faire, afin de se différencier sur le marché. L'idée sous-jacente est qu'il faudrait plus investir sur la « marque » aubrac, la « marque » Blonde d'Aquitaine et autres productions. Sauf que ça ne se voit pas comme se voit un silo.

Autre remarque, sur les capitaux extérieurs à l'agriculture : cela fait longtemps, là aussi, qu'ils existent : cela a commencé avec le crédit ! Ce qui a changé, ce n'est pas que l'agriculture soit confrontée au marché ou aux capitaux extérieurs, mais que ces phénomènes ont modifié la gouvernance. En quoi cela change la gouvernance qu'on emprunte non plus au crédit agricole, mais à des capitaux autres ? A mon avis, il vaut mieux se concentrer sur cette question plutôt que sur des généralités sur le marché.

#### *L'enfant qui devait reconstruire le monde*

**Omar Bessaoud** : Je vais vous raconter une histoire qui m'est venue à l'esprit à l'issue de vos interventions sur le sens, la culture, l'humain, la recherche... C'est une toute petite nouvelle de Gabriel Garcia Marquez qui tient en une page. Il s'agit d'un chercheur qui a un petit garçon, lequel lui demande un jour ce qu'il fait comme travail. Le père lui répond qu'il fait de la recherche, qu'il essaye de comprendre comment ça marche. « Tu vois bien » lui dit-il, « ce monde est brisé, cassé en mille morceaux, et je tente de le

reconstruire ». Mais il avait beau expliquer au garçonnet, celui-ci ne comprenait pas. Alors, il prend une carte du monde, la déchire et lui dit : « voilà, moi, j'essaie de reconstituer le monde. Essaie de le faire toi aussi ». L'enfant s'en va avec tous les morceaux de la carte. Au bout de quelques minutes à peine, il revient et lui montre qu'il a réussi à tout reconstituer, de manière incroyable, alors même qu'il n'a aucune connaissance géographique. Le père s'étonne : « Mais, comment as-tu fait ? » Et l'enfant lui répond : « C'est simple, derrière la carte, il y avait la photo d'un homme. En reconstruisant l'homme, j'ai reconstruit le monde ».

**Tanguy Martin** : C'est dur de succéder à Omar ! Je n'ai pas une telle histoire dans ma manche... Je dirai pour ma part que remettre du sens, ce n'est pas opérer des atténuations techniques, telle qu'une segmentation du marché. Je reviens sur la souveraineté alimentaire. Au sein d'Ingénieurs sans frontière, nous souhaitons dépasser la question technique de l'agronomie pour mettre cette technique au service de l'humain. C'est à dire faire en sorte que l'ingénieur ne soit plus un agent de transfert de l'académique vers l'application technique sur le terrain, mais qu'il soit l'animateur d'un réseau où tout le monde est producteur de savoir. Si on a atteint un certain divorce entre l'agriculture et la société, c'est aussi parce que nous l'avons construit. Revenons vers une intégration sociale.

Je travaille par ailleurs une association citoyenne, Terre de liens, qui accompagne des paysans dans l'installation et l'accès au foncier dans le but d'un renouvellement des générations. Et parfois, je me heurte à des oppositions syndicales et institutionnelles qui me disent que les citoyens n'ont rien à faire dans cette histoire... Tant que cela fonctionnera ainsi, cela ne marchera pas.

Enfin, Eve, merci d'avoir rappelé que nous avons de quoi nourrir le monde, que nous savons faire même plus avec moins. Ce

n'est pas un logo de plus qui nous permettra de le faire, ni l'inflexion technique de nos politiques de régulation. Il faut repenser un projet politique pour l'alimentation et, ensuite, se doter des outils techniques plutôt que l'inverse. Mais, dans une France où il n'y a plus que 3% d'agriculteurs, ce ne sont pas ces derniers qui le vont faire tout seuls. Il faut que nous le fassions tous ensemble.

**J-Y. Pineau** : Je rebondirai sur la définition du *business* qui rejoint la définition grecque de l'économie, à savoir prendre soin de la bonne marche de la maison. Ici, je trouve qu'on en prend soin, et c'est une bonne nouvelle. Des lieux comme ça, il n'y en a pas tant.

Il y a, à mes yeux, quelques grands et gros cyniques qui doivent bien s'amuser en lisant le programme de ces controverses. Mais, après tout ce que j'ai entendu, j'aimerais dire à ces cyniques : méfiez-vous... La vie n'est pas possiblement mise sous brevet, elle sait rejaillir partout, elle est puissante. Et cette puissance là, je la ressens un peu ici. Merci.